

Résumé

Principales conclusions

Le Danemark est très bien placé au regard de plusieurs dimensions du bien-être. Néanmoins, la faible croissance de la productivité qui a caractérisé les deux dernières décennies a contribué à un creusement de l'écart de revenu par rapport aux économies de tête de l'OCDE. Remettre durablement la productivité sur une trajectoire de croissance plus soutenue constitue pour le Danemark un enjeu majeur, qui exige des autorités qu'elles ne relâchent pas leurs efforts de réforme structurelle.

Rééquilibrer l'économie

L'économie devrait se redresser progressivement à mesure que le commerce mondial reprend de la vigueur et que la confiance s'améliore. Cependant, l'endettement des ménages est élevé et des fragilités demeurent dans le secteur financier, ce qui comporte des risques pour la consommation privée et les finances publiques. Le secteur financier est de grande taille, avec sept institutions financières d'importance systémique, alors que la part des prêts hypothécaires à amortissement différé atteint aujourd'hui un niveau alarmant. Du côté budgétaire, le cadre a été renforcé ces dernières années, les finances publiques sont relativement saines et les puissants stabilisateurs automatiques contribuent à atténuer les chocs négatifs. Les réformes structurelles passées et récentes contribueront à accroître le taux d'activité et à mieux maîtriser les dépenses publiques. Néanmoins, la forte pression fiscale qui continue de peser sur les revenus du travail les plus élevés exerce vraisemblablement un effet de freinage sur la croissance économique.

Encourager la concurrence et l'innovation

La faiblesse de la concurrence dans certains secteurs et les déficiences du cadre de la politique d'innovation pèsent sur la croissance de la productivité, malgré d'importantes dépenses de R-D, et peuvent nuire à la participation aux chaînes de valeur mondiales, qui est l'un des moyens d'obtenir des gains de productivité. Les obstacles réglementaires entravent la concurrence dans le secteur des services. Les règles en matière de participation au capital, d'urbanisme et de superficie des magasins, ainsi que les différences entre les normes nationales et les normes internationales font obstacle à l'entrée dans plusieurs secteurs. Les dépenses publiques par rapport au PIB étant parmi les plus élevées de la zone OCDE, l'intensification de la concurrence dans le secteur public peut aussi accroître la productivité. En outre, il est possible d'améliorer l'efficacité des politiques d'innovation. Il importe, en particulier, de s'assurer que certains dispositifs permettent d'apporter une aide efficace aux entreprises novatrices jeunes et dynamiques.

Mettre pleinement à profit les compétences

Avec un accès gratuit et large à l'éducation, une longue tradition de politiques actives du marché du travail et un système d'apprentissage pour les adultes bien développé, le niveau des compétences est relativement satisfaisant, bien que certains groupes n'aient pas les qualifications de base nécessaires. Les réformes en cours de l'enseignement obligatoire et du système de formation et d'enseignement professionnels amélioreront les compétences des jeunes et faciliteront la transition des études au travail. Si la flexibilité du marché du travail danois contribue à une allocation efficiente des compétences au sein de l'économie, la part des travailleurs très qualifiés dans le secteur privé est relativement peu importante, ce qui peut en partie s'expliquer par les faibles incitations à la poursuite d'études universitaires et au choix d'emplois exigeants. Les taux d'emploi sont élevés, mais les personnes en-dehors du marché du travail ne sont guère incitées financièrement à prendre un emploi. La réforme récente du régime des *flexjob* et du programme de prestations d'invalidité devrait contribuer à une meilleure activation des compétences, si ces dispositifs sont mis en œuvre de façon adéquate.

Principales recommandations

Rééquilibrer l'économie

- Créer un nouvel instrument de surveillance pour les établissements de crédit hypothécaire, semblable au cadre mis en place pour les banques et prévoyant des valeurs limites pour la part des prêts à amortissement différé et les besoins de refinancement.
- Veiller à ce que toutes les banques, notamment les plus grandes d'entre elles, maintiennent un ratio de levier prudent, pouvant servir de filet de sécurité aux ratios de fonds propres pondérés par les risques.
- En cas de reprise plus faible ou différée, les stabilisateurs automatiques devraient pouvoir jouer. Si la reprise dans la zone euro était plus rapide et si les entrées de capitaux se redressaient, l'orientation budgétaire devrait être resserrée plus que prévu.
- Diminuer davantage les impôts marginaux sur les revenus les plus élevés. Augmenter les impôts fonciers une fois que la reprise du marché de l'immobilier sera bien engagée. Améliorer la structure de la fiscalité environnementale pour en accroître l'efficacité.

Encourager la concurrence et l'innovation

- Évaluer l'impact de la réglementation des professions et éliminer les dispositions qui entravent la concurrence et ne sont pas pleinement justifiées par d'autres objectifs. Harmoniser avec les normes internationales les normes nationales qui font obstacle à l'entrée d'entreprises étrangères. Assouplir les règles relatives à la propriété ainsi que les règles d'urbanisme et de superficie applicables aux magasins.
- Simplifier la législation relative aux marchés publics, recourir davantage à des procédures électroniques de passation des marchés publics pour réduire les coûts de transaction connexes et uniformiser ces procédures.
- Pour soutenir les jeunes entreprises dynamiques, accroître les possibilités de report et de remboursement en espèces intégrées dans les dispositifs de crédit d'impôt en faveur de la recherche-développement (R-D) ou augmenter les aides directes.

Mettre pleinement à profit les compétences

- Lors de la mise en œuvre de la réforme du système d'enseignement et de formation professionnels, veiller à ce que celui-ci devienne plus attractif pour les jeunes et plus sélectif, sans que le taux d'échec scolaire augmente pour autant parmi ceux qui ne peuvent y entrer. Mettre en place des programmes de formation professionnelle offrant des passerelles vers l'enseignement supérieur.
- Améliorer les résultats du système de formation des adultes en poursuivant les efforts déployés pour inciter davantage les établissements d'enseignement à reconnaître les acquis, et en renforçant le contrôle de la qualité des cours.
- Accroître l'efficacité des politiques actives du marché du travail, notamment en veillant à ce que les municipalités soient effectivement incitées d'un point de vue financier à aider les chômeurs à trouver du travail.
- Lors de la mise en œuvre de la réforme du dispositif des *flexjob* et des prestations d'invalidité, veiller à ce que le régime spécial d'invalidité destiné aux travailleurs âgés ne devienne pas une nouvelle voie d'accès anticipé à la retraite. S'orienter vers une évaluation régulière des droits à pension d'invalidité et limiter l'octroi des pensions d'invalidité permanente aux personnes de plus de 40 ans.